

Faits saillants de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité:

Samedi 17 novembre 2018

Samedi matin, le président de l'Égypte, Abdel Fattah el-Sisi, et les hauts responsables ont ouvert la séance plénière des débats de la conférence des Nations unies sur la biodiversité. La plénière de l'après-midi a abordé des questions d'organisation et a entendu des rapports et des déclarations d'ouverture.

La Plénière

L'Ouverture: L'ambassadeur José Octavio Tripp Villanueva, Mexique, parlant au nom de la présidence de la CdP 13, a parlé de l'important travail intersessions accompli par les organes subsidiaires, d'autres organes compétents des Nations Unies et un large éventail de parties prenantes, et a souligné qu'«il est temps d'investir dans la biodiversité pour les êtres humains et pour la planète. Yasmine Fouad, ministre de l'Environnement de l'Égypte et présidente de la COP 14, a souligné que la nature et l'humanité sont indissociables, et a exhorté les participants à œuvrer en faveur des objectifs de la CDB et à mettre en place un cadre stimulant pour l'après-2020 pour la dignité et la survie des générations à venir.

La Secrétaire exécutive de la CDB, Cristiana Païca Palmer, a déclaré que les succès obtenus depuis l'adoption de la CDB n'ont pas suffi à mettre fin à l'érosion de la biodiversité, et a présenté deux choix difficiles: rester sur la voie actuelle avec des conséquences en cascade ou s'engager dans une voie de conservation, restauration et transformation. Elle a fait part de son optimisme, soulignant les résultats du Sommet africains sur la diversité biologique et de la réunion de haut niveau y afférent, qui se tenue précédemment, et a exhorté les délégués à faire montre de courage et de sagesse dans leurs décisions.

María Fernanda Espinosa Garcés, présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies, a, par voie de message vidéo, souligné la responsabilité de la communauté internationale dans la lutte contre les évolutions actuelles en matière d'extinction des espèces. Faisant état de l'interdépendance des trois Conventions de Rio, elle a souligné qu'elles sont essentielles à la survie de l'humanité. Elle a mis en exergue la nécessité d'une action collective en faveur de la préservation de la biodiversité, de l'atténuation des effets du changement climatique et de la garantie de la durabilité des modes de consommation et d'un développement ne compromettant pas les droits des générations futures.

Un spectacle donné par des écoliers égyptiens, illustrant la nécessité de protéger l'environnement et l'importance des objectifs de développement durable (ODD), a suivi.

Le Président égyptien, Abdel Fattah el-Sisi, a évoqué la sensibilisation de l'Égypte ancienne aux écosystèmes et le dévouement des pharaons à la nature. Il a également parlé de la protection de la nature et de ses ressources par la constitution de l'Égypte. Faisant observer qu'en raison d'un manque d'intégration, la CDB n'a pas réussi à mobiliser pleinement la communauté internationale pour une préservation efficace de la biodiversité, il a appelé à l'intégration des objectifs de la CDB dans tous les secteurs.

Les déclarations: Après une vidéo de National Geographic sur le peu de temps qui reste pour «sauver la planète», Amina Mohammed, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, a déclaré, par voie de message vidéo, que la protection de la nature contribue également à l'instauration de la paix et de la sécurité. Elle a souligné l'importance des interventions fondées sur la nature, qui peuvent apporter des solutions au changement climatique tout en assurant la protection de la biodiversité.

Corli Pretorius, Directeur adjoint du Centre mondial du suivi de la conservation, relevant du PNUE (UNEP-WCMC), a encouragé les délégués à utiliser la quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement comme plate-forme pour souligner le caractère urgent que revêt la mise en œuvre du programme relatif à la biodiversité. Signalant que 89% des participants à une récente enquête mondiale ont déclaré qu'il incombait aux humains de préserver la nature, elle a appelé à des processus décisionnels basés sur la nature et à la transparence des processus engageant l'avenir.

L'Argentine, parlant au nom du GRULAC, a attiré l'attention sur les discussions de la réunion de haut niveau sur l'intégration de la diversité biologique dans les différents secteurs économiques. Le délégué a souligné qu'au cours des 25 dernières années, la CDB a connu «des moments de bonheur, de déceptions et de défis», déplorant que dans l'intervalle la biodiversité a continué de se dégrader. Il a en outre: demandé aux pays industrialisés d'accroître la disponibilité de ressources financières pour l'accès à la technologie et le transfert de technologie; mis en exergue l'importance de créer «au sein de la Convention un espace où les savoirs traditionnels et les expressions culturelles et locales sont respectées»; a appelé à un processus souple, adaptable aux divers défis avec la participation effective de toutes les parties prenantes; et souligné que les connaissances scientifiques, la réalité factuelle et l'innovation constituaient un langage commun, établissant les fondements des processus décisionnels.

L'UE a souligné qu'en dépit des nombreuses réussites dans les travaux de la Convention, poursuivre la marche à la vitesse actuelle entraverait la réalisation des objectifs d'Aichi. La représentante a souligné la nécessité: d'une évolution transformationnelle des modes de consommation et de production vers des modes plus respectueux des limites de la planète; d'une intégration effective de la biodiversité à tous les niveaux; et d'offrir des opportunités de travail avec le secteur privé et toutes les parties prenantes dans le Cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020. Elle a dit attendre avec intérêt la coopération, au titre des Protocoles à la Convention, sur, entre autres: des instruments internationaux spécialisés en matière d'accès et de partage des avantages (APA); un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages; le renforcement des capacités; l'information séquentielle numérique (ISN); et un fonctionnement efficace du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

Le CANADA, parlant également au nom de la NOUVELLE ZÉLANDE, de l'Australie, de la NORVÈGE, de la SUISSE et du LIECHTENSTEIN, a souligné que «la biodiversité est dans un état alarmant et que les évolutions actuelles ne sont pas en notre faveur». Le délégué a appelé à traiter les articles de l'ordre du jour de manière rapide et efficace, et à se concentrer sur la résolution des libellés placés entre crochets. Il a également

souligné l'importance d'un cadre mondial solide pour la diversité biologique de l'après-2020 et d'une feuille de route efficace, pratique et inclusive pour la CdP 15 à Beijing.

Le Belarus, parlant au nom de l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE et de l'ASIE CENTRALE a attiré l'attention sur la nécessité de prendre des mesures concrètes dans les domaines de l'exploitation minière intensive, de l'activité industrielle et des infrastructures pertinentes. La représentante s'est félicitée des efforts déployés en faveur de l'intégration des questions liées à la biosécurité et de l'harmonisation de la législation nationale avec les dispositions du Protocole de Nagoya. Elle a également exprimé sa confiance que cette Conférence sur la diversité biologique permettra de trouver des réponses aux défis liés à la mise au point de nouvelles technologies, notamment, biologiques, et commencera à déterminer des objectifs pour la période post-2020.

Le Rwanda, parlant au nom du GROUPE AFRICAÏN, a mis en exergue la perte de précieuses ressources biologiques du continent, ainsi que la numérisation et l'utilisation des ressources génétiques sans reconnaissance ni partage des avantages. La représentante a cité le Sommet sur la diversité biologique en Afrique qui a eu lieu récemment et le Programme d'action panafricain sur la restauration des écosystèmes pour accroître la résilience, en tant que démonstration de la position actuelle de la région et des objectifs qu'elle veut atteindre.

Le RÉSEAU DES FEMMES AUTOCHTONES POUR LA BIODIVERSITÉ a attiré l'attention sur la perte des langues autochtones et s'est dit préoccupé par la poursuite de l'expansion des industries extractives qui amplifient la dégradation de terres sacrées. Le FORUM INTERNATIONAL DES AUTOCHTONES SUR LA BIODIVERSITÉ (FIAB) a parlé des temps difficiles pour la biodiversité et des dangers qui planent sur les défenseurs autochtones de la terre, soulignant la nécessité de solutions éclairées pour une stratégie globale de la biodiversité.

L'ALLIANCE de la CDB a souligné que "faire la même chose et espérer un résultat différent serait une folie", ajoutant qu'un "système fondé sur l'engagement ne le ferait pas". Le délégué a plaidé pour des objectifs concrets, assortis de calendriers et a souligné que les grands pollueurs ne devraient pas influencer les politiques mais doivent être tenu pour responsable des dommages qu'ils causent. Le RÉSEAU MONDIAL DES JEUNES POUR LA BIODIVERSITÉ a souligné que le monde allait vers un effondrement écologique et une marginalisation continue de groupes vulnérables, tels que les Jeunes, les Femmes et les Peuples autochtones, qui jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de toute politique touchant à la biodiversité.

La Malaisie, au nom du GROUPE DES PAYS RICHES EN BIODIVERSITÉ AUX VUES SIMILAIRES (LMMC), a présenté les avancées accomplies par ces pays dans la réalisation des objectifs d'Aichi, dont, notamment, l'augmentation de la couverture des aires protégées terrestres et marines. LA PLATEFORME INTERGOUVERNEMENTALE SCIENTIFIQUE-POLITIQUE SUR LA BIODIVERSITÉ ET LES SERVICES AUX ÉCOSYSTÈMES (IPBES) a présenté ses récents rapports qui montrent à la fois les taux alarmants des pertes de biodiversité et le fait que «l'action peut faire la différence», et a signalé la publication prochaine d'une évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques, élaborée par l'IPBES à la demande de la CDB.

Questions d'organisation: La plénière a examiné les questions d'organisation de la CdP 14, du Protocole de Carthagène (COP/MOP 9) et du Protocole de Nagoya (COP/MOP 3). Les délégués ont adopté: l'ordre du jour de la CdP 14 (CBD/COP/14/1 et 1/Add.1 / Rev.1) l'ordre du jour de la CdP/RdP 9 du CP (CBD/CP/MOP/9/1 et 1/Add.1/Rev.1); l'ordre du jour de la CdP/RdP 3 (CBD/NP/MOP/3/1 et 1/Add.1 / Rev.1); et l'organisation des travaux, y compris la création de deux groupes de travail (CBD/COP/14/1/Add.2). Le Président de la CdP, Fouad, a rappelé que les CdP 15 et 16 se tiendraient respectivement en Chine et en Turquie, et a invité la région d'Europe centrale et orientale à manifester son intérêt pour l'accueil de la CdP 17.

Les rapports: La plénière a pris note des rapports des réunions intersessions dont, notamment: la dixième réunion du Groupe de travail sur l'article 8 j) (CBD/WG8J/10/11); les 21e et 22e sessions de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (OSASTT 21 et 22) (CBD/SBSTTA/21/10 et 22/12); et la deuxième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application (SBI 2) (CBD/SBI/2/22).

Clare Hamilton (Royaume-Uni), présidente de la Commission sur l'application du protocole de Carthagène, a présenté le rapport de cette commission (CBD/CP/MOP/9/2), notamment une recommandation que la CdP/Protocole 9 de Carthagène adresse un avertissement à la Grèce, aux Îles Marshall et au Monténégro pour qu'ils remplissent leurs obligations en matière de communication des données. Le Président de la Commission sur l'application du Protocole de Nagoya, Kaspar Sollberger (Suisse), a présenté le rapport de la Commission (CBD/NP/MOP/3/2), soulignant qu'il est axé sur l'évaluation et l'examen et que 82 des 100 parties ont présenté leur rapport national intérimaire.

Païca Palmer a présenté ses rapports sur l'administration de la Convention et de ses protocoles, ainsi que sur les questions budgétaires (CBD/COP/14/3 et 4), comprenant trois scénarios budgétaires basés sur des augmentations budgétaires de 4%, 2% et 0%. La plénière a ensuite mis en place un groupe de contact sur le budget, présidé par Spencer Thomas (Grenade). Faisant part de sa préoccupation du fait que le budget proposé n'a été communiqué que juste dix jours avant la réunion, le JAPON a demandé au Secrétariat de respecter la règle des 90 jours relative à la soumission des documents et s'est interrogé sur la demande de recrutement de neuf membres supplémentaires du personnel du Secrétariat.

Carlos Manuel Rodriguez (Costa Rica) a présenté un rapport sur le Forum sur le thème Entreprises et Biodiversité (14-15 novembre), soulignant l'importance de prioriser: l'établissement de partenariats efficaces avec les entreprises; de nouveaux modèles d'entreprise qui peuvent aller de pair avec les objectifs des politiques publiques; et l'investissement dans des solutions basées sur la nature pour faire face aux changements sociétaux pressants.

Prix et autres initiatives: Dans un message vidéo, Paul McCartney a attiré l'attention sur la surproduction de bétail et sur son initiative «Viande gratuite, les lundis». Paşca Palmer a présenté les lauréats du Prix Midori pour la biodiversité 2018, organisé conjointement par le Secrétariat de la CDB et la Fondation AEON pour l'environnement: Kathy MacKinnon, présidente de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN; Assad Serhal, Liban; et Abdul Hamid Zakri, Malaisie. Les finalistes du premier prix Pathfinder pour l'innovation dans la conservation de la nature ont ensuite été présentés. Le prix a été attribué à Mirjam de Koning, Prespa Ohrid Nature Trust, un fonds de conservation transfrontalier opérant dans la région des lacs partagée par l'Albanie, la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine.

Dans les couloirs

La première journée des délibérations de la Conférence des Nations Unies sur la diversité biologique a connu un début quelque peu chaotique avec de longues files d'attente et une cérémonie d'ouverture difficile d'accès qui a retardé les délibérations avant même qu'elles ne commencent. Lorsque la plénière s'est enfin mise à l'ordre du jour, l'après-midi, les participants ont été informés des principales questions de fond et des controverses qui les attendaient. «Au cœur de la réunion, le lancement des négociations pour un cadre mondial pour la biodiversité après 2020», a déclaré un participant. D'autres, cependant, ont souligné la question de l'adoption attendue des résultats des discussions de points spécifiques de l'ordre du jour, exhortant les délégués à ne pas sous-estimer leur contribution à la mise en œuvre au niveau national. Parmi ces résultats, beaucoup ont mentionné les directives volontaires devant régir les aires protégées et d'autres mesures de conservation efficaces basées sur la zone, et les approches fondées sur les écosystèmes pour l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe. Les représentants des peuples autochtones et des communautés locales, quant à eux, ont déclaré attendre avec intérêt les délibérations sur les directives volontaires encadrant le rapatriement des savoirs traditionnels. Les participants, de plus en plus nombreux, focalisés sur les nouvelles technologies ont exprimé leur anticipation de débats controversés sur l'utilisation des informations séquentielles numériques issues des ressources génétiques et de la biologie synthétique, y compris les lecteurs de gènes. Beaucoup, cependant, pensaient que le programme varié et complet de la réunion allait déboucher sur des décisions solides. En sortant de la séance plénière de l'après-midi, un délégué chevronné a déclaré: «Notre assiette est en train de se remplir et il semble que l'appétit pour trouver un terrain d'entente continue de grandir».